

CE MONDE QUI BOUGE

USA, l'affaire Watada et la démocratie en Algérie

Par Hassane Zerrouky



«En lisant la quantité de mensonges que l'administration Bush a utilisés pour déclencher et mener cette guerre, j'ai été choqué (...). Si le président Bush peut trahir ma confiance, il est temps pour moi de réexaminer ce qu'il me demande de faire.» Ainsi parle le lieutenant Ehren Watada, officier de l'armée américaine, qui comparait devant la cour martiale pour avoir refusé d'aller en Irak. Il risque quatre ans de prison. C'est la première fois qu'un officier désobéit publiquement à un ordre de sa hiérarchie. Durant la guerre du Vietnam, le refus de combattre émanait de simples soldats, rarement d'officiers d'active, qui choisissaient de désertir et de se réfugier au Canada.

Pour l'heure, le lieutenant Watada est assigné à un travail de bureau à Fort Lewis (Etat de Washington) en attendant l'ouverture de son procès. Mais chacun sait que s'il est condamné, l'armée lui fera payer très cher son refus de partir en Irak. Ce jeune officier de 28 ans, promis à une brillante carrière, n'est pas seul. Il vient de recevoir l'appui de Desmond Tutu, l'évêque sud-africain, qui a combattu l'apartheid, prix Nobel de la paix. «J'admire votre geste courageux et moral. Dans la tradition chrétienne, l'éthique insiste sur la primauté absolue que chacun doit accorder à sa conscience. C'est un impératif catégorique», écrit le religieux sud-africain.

Mieux, les associations anti-guerre aux Etats-Unis ont pris fait et cause pour ce jeune officier. Parmi les animateurs de cette société civile américaine opposée à la guerre en Irak, l'actrice Susan Sarandon. «Si un patriote est celui qui aime et défend son pays, alors Ehren Watada est vraiment un patriote, parce qu'il refuse de participer à une guerre qui fait souffrir le peuple irakien et qui augmente la menace de souffrances pour les Américains», déclare l'actrice. Plusieurs associations pacifistes américaines appellent à manifester dans tout le pays pour soutenir le lieutenant Ehren Watada dont le procès s'est ouvert lundi devant une cour martiale. Un comité de soutien a organisé une journée de mobilisation autour de la base militaire où doit se dérouler le procès, à Fort Lewis, et une vingtaine de rassemblements sont prévus de New York à Los Angeles, y compris devant la Maison Blanche.

Cette affaire, pour laquelle se passionne l'opinion, est symptomatique d'une réelle évolution de la société américaine. Qui aurait pensé à une telle évolution trois ans à peine après les attentats du 11 septembre 2001 ? Rappelons-nous dans quel isolement se trouvait, en 2002, l'acteur Sean Penn quand il s'était rendu en Irak, allant à contre-courant d'une opinion publique travaillée au corps par les églises baptistes et les médias va-t-en-guerre. A la veille de la guerre contre l'Irak, les rares voix qui mettaient en cause le bien-fondé de la politique ultra-agressive de George Bush et des néoconservateurs faisaient rapidement l'objet d'un lynchage médiatique et passaient pour traîtres. Certes, pour les partisans de la paix, la partie est loin d'être gagnée. Mais, l'élan de sympathie autour de cet officier refusant de partir en Irak est bien le signe que les choses bougent dans le bon sens et que les néoconservateurs sont en train de perdre la bataille.

Cela dit, cette démocratie américaine, fruit de luttes menées par les citoyens de ce pays, que d'aucuns pourfendent au nom d'un anti-impérialisme mal placé, leur permet tout de même de se défendre et de s'exprimer sans risque de s'exposer à la prison. De ce fait, je suis donc de ceux qui pensent qu'en Algérie, le pays ne peut avancer sans une réelle liberté d'expression et de la presse. Car, la démocratie «responsable», que certains nous proposent, n'est en vérité qu'une invitation à la pratique de l'autocensure, à laquelle nous convient les puissants du moment et que certains veulent faire graver dans le code déontologique que l'on veut imposer à toute la profession.

H. Z.

LE REGARD DE MOHAMED BENCHICOU

soirmben@yahoo.fr

Ah, ma presse...

On applaudirait presque aux dernières confessions de M. Djar. A celle-là, par exemple, qui nous montre le régime de Bouteflika renoncer à son arrogance et se résoudre, comme prévu, à reconnaître que l'ère de la télévision unique est révolue : «Il y aura tôt ou tard des radios et des télé privées en Algérie.» Ou à celle-là, plus pathétique : «Le temps du conflit avec la presse doit se terminer et je l'invite désormais, à être aux côtés du pouvoir et pas contre lui.» Rien n'est décidément plus émouvant qu'un pouvoir qui s'aperçoit, avec retard, qu'il se tirait deux balles dans le pied. Et on en viendrait même à se féliciter de ces nouvelles conquêtes si elles en étaient vraiment une, c'est-à-dire si nous avions eu le cran d'être plus nombreux à les revendiquer, parmi les gens des médias. Voilà un motif de plus, me diriez-vous, de froisser de nouveau ceux qui, parmi mes confrères, comme d'ailleurs mes amis blidéens, n'ont pas apprécié les abruptes allégories de ma dernière chronique. Si j'en suis désolé pour les seconds, je le suis beaucoup moins pour les premiers. Car enfin, la presse algérienne s'assume-t-elle aujourd'hui devant l'opinion et donc devant l'avenir ?

Oh oui, j'ai conscience — mais n'est-ce pas le risque minimal à prendre dans un débat crucial ? — d'ajouter mon nom à la liste des innombrables procureurs qui se bousculent aux procès de la presse algérienne. Mais je le fais par devoir. Et, disons-le, un peu parce que mes récentes infortunes m'autorisent aux jugements inamicaux sans que l'on y soupçonne de la mauvaise foi. C'est que le temps n'est plus aux susceptibilités et les attentes des lecteurs sont si grandes, la soif de vérité si impensable, le dépit devant le déclin national si manifeste, que tout cela devrait nous inviter à étouffer nos orgueils. Au surplus, et à regarder la façon dont elle traite les angoisses de son époque, à se fourvoyer dans des subordinations inqualifiables, à renoncer aux grands deurs dont elle a héritées, notre presse, ma presse oserais-je dire, n'est pas fondée à s'offusquer. Elle devrait, au contraire, méditer avec plus d'humilité les griefs qu'on lui adresse, pas ceux des commis du pouvoir sans doute, mais ceux des lecteurs désappointés ou ceux que lui signifient, avec beaucoup de talent et d'amitié, des hommes de plume comme Boualem Sansal ou Yasmina Khadra.

Si notre presse s'émerveille aujourd'hui de ce que Bouteflika l'invite à une armistice, c'est parce qu'elle se méstime. Elle s'est oubliée dans les passions lubriques et dérisoires de l'argent et des connivences. Elle a renoncé à son identité. A ses racines. Et donc à sa seule source de puissance. Car, qu'est-ce qu'une presse libre sinon une plume trempée dans le brasier de son peuple pour devenir cette torche incandescente dont l'écriture est de feu, les verbes des éclairs, les mots des étincelles et les vérités des brûlures ? S'il y a un secret de jeunesse de la presse libre algérienne, c'est bien celui-là. On ne comprendrait pas autrement que du FIS au GIA, on ait tant entrepris pour éteindre

cette plume avec le souffle de la mort pour abdiquer ensuite devant son immortalité. Tant entrepris pour l'éteindre avec le vent de l'exil pour, au final, trébucher sur ses racines. On ne comprendrait pas, messieurs, qu'après avoir tant essayé de l'éteindre par l'obscurité des prisons, le président Bouteflika en vienne aujourd'hui, à l'inviter d'être «à ses côtés».

Se réjouir de cette invitation à collaborer serait, pour la presse algérienne, se duper, trahir et se mépriser. Elle croirait devoir sa survie aux puissants alors qu'elle l'a imposée par son histoire. Si le pouvoir est conduit à négocier une trêve, c'est parce qu'il a perdu la bataille de trois ans qu'il a menée contre la presse. Aussi est-il l'heure d'enraciner la presse libre dans le pays plutôt que de marchander avec le régime un strapontin dans son estime. Une presse libre ne doit pas craindre de déplaire aux gouvernements : tel est son privilège. Elle doit savoir lutter contre ce pédantisme illusoire de vouloir accompagner un pouvoir dans ses réformes, alors qu'elle n'en serait, au final, que le suppléti émasculé.

C'est vrai que l'illusion est tellement puissante et si fortement entretenue par des appareils de propagande officiels rompus à l'art de la subornation qu'on en vient à y succomber très vite. Je l'ai vérifié au dernier forum organisé à Alger par la Fédération internationale des journalistes, une rencontre dont on se plaisait à signaler, sans que cela ne choquât personne, qu'elle était «rehaussée» par la présence du ministre de la Communication et du directeur générale de la télévision algérienne. Qu'avaient donc à faire un membre d'un gouvernement liberticide et un personnage symbolisant la censure dans le forum qui traitait de liberté de presse ? Il était clair que la rencontre devait servir, à l'insu sans doute de la FLJ, de tribune au gouvernement algérien pour faire passer sa nouvelle image. C'est pourquoi je me suis abstenu d'y prendre part. Outre l'affront de me faire assoir avec les représentants de mes bourreaux, on m'obligeait à m'associer à leur subterfuge ! Cela me rappelle ces rencontres surréalistes où l'on parlait de justice indépendante avec Djamel Aïdouni, c'est-à-dire avec l'homme qui s'est prêté aux plus grosses machinations judiciaires au profit du régime, et qui, entre autres, a ficelé le dossier qui devait me jeter en prison.

Bref, il est temps pour la presse, du moins pour celle qui se prétend libre, de renouer avec son identité, de croire de nouveau en elle-même en replongeant dans ses obligations filiales envers son peuple et, surtout, de s'interdire ces pulsions cocardières qui font de certains de nos journalistes de grotesques avocats du pouvoir. Nous ne sommes pas les porte-parole officieux du pouvoir ! M. Bouteflika est assez grand pour se défendre, tout seul, comme un grand, devant les accusations portées contre lui par Moumen Khalifa sans que des chevaliers éditorialistes, que se croient investis de prérogatives rédemptrices, ne se portent à son secours.

Voudrait-on faire revivre la belle époque de *El Moudjahid* que l'on ne s'y prendrait pas autrement. Et ces larmes de

crocodile déshonorantes que versent des confrères sur les mésaventures judiciaires de cheb Mami ! Aurait-on fait étalage de tant de compassion si le chanteur n'était pas lié au président Bouteflika ? Non. La preuve est dans les archives : combien d'articles ont été écrits sur les déboires judiciaires de l'autre chanteur raï, cheb Azzedine ? C'était pourtant là notre mission, brocarder une justice haineuse qui condamne, dans l'Algérie du XXI^e siècle, un chanteur pour délit de chanson ! Mais cet artiste-là avait le désavantage de n'être qu'un fils du peuple et, hélas pour lui, de n'être rien d'autre que cela. C'est cette nouvelle aptitude à l'allégeance qui contredit un demi-siècle de combat pour la dignité, c'est ce silence coupable qu'on observe devant les injustices majeures de notre temps, cette posture méprisable de vouloir plaire aux puissants, c'est tout ce fatras d'ordinares dépravations qui nous éloignent de l'écoute de notre terre mais aussi, qui qu'en pensent les puristes de l'éthique et de la profession, des devoirs de notre métier.

Mais arrêtons donc avec cette presse où l'on passe si simplement de journaliste à troubadour, ou pis, de journaliste à commis. Diable, la différence y est quand même de taille : le journaliste écrit dans un journal, le commis y travaille. Et qu'a donc voulu le combat incessant de générations d'hommes de plume, de Kateb Yacine à Saïd Mekbel, qu'a donc voulu ce combat d'un demi-siècle si ce n'est d'éviter à notre pays le déshonneur d'une presse de commis ? Qu'a donc été le rêve fou de ce combat sinon d'enfanter une presse d'idées, libre, excessive sans doute, sujette aux impulsions adolescentes, je le concède, mais une presse qui respire de la poitrine des opprimés, qui traduise l'argot des désespérés, une presse qui gronde comme le Sersou, qui surplombe comme le Djurdjura, fière comme l'Edough, sauveur comme le chèvrefeuille d'Alger, insoumise à la façon singulière qu'avaient nos mères de braver le désespoir à l'heure du courage ? Une presse, messieurs, inaccessible aux corrupteurs parce qu'elle n'a pas de prix, une presse où l'on peut enfin pouvoir dire, comme le poète : «Mangez, moi je préfère, probité, ton pain sec/Mangez, moi je préfère, ton pain noir, liberté !» Se sentir riche des mots qu'on n'a pas concédés. Oui, une presse qui, pour avoir assez senti le calvaire ancien sait flatter les bonheurs naissants. Et cette presse-là, par corruption de l'esprit ou par mesquinerie de l'âme, cette presse-là nous l'avons beaucoup trahie.

Plus que Khalifa, c'est ce siècle naissant, messieurs, qui est à la barre, et nous en sommes les témoins. Qu'offrons-nous à nos descendants sinon de pitoyables défaillances de lucidité et d'innombrables défauts de courage ? C'est vrai, nous n'avons pas la perspicacité des grands visionnaires qui savent anticiper les bouleversements de leur patrie, celle qui faisait dire à Hugo : «Ce siècle avait deux ans ! Rome remplaçant Sparte. Déjà Napoléon perçait sous Bonaparte.» Nos petits-enfants nous pardonneront peut-être de n'avoir vu, chez nous, aucun



Napoléon percer sous Bonaparte. Dieu qu'il est proche et cruel ce temps qui nous sépare de ce jour maudit où nos enfants nous libéreront de nos lâchetés ! Nous n'avons pas la perspicacité des grands visionnaires mais alors inspirons-nous de celle de Ben M'hidi qui avait prévu le triomphe du couffin sur le char. Parce que c'est toujours ainsi qu'a vécu notre pays : par des succès insoupçonnables parce que portés par des braves anonymes. Mais ça, nous l'avons oublié. Et comment alors, prétendre écrire sur l'ambitieux Algérie avec tant de désabusement et si peu d'optimisme ? Et comment, avec si peu d'audace, persister dans la promesse à Djout, Amrani, Sadek et tous nos tailleurs de vers, comment vouloir graver sur l'épithaphe insurgée d'Oulkhou, la promesse que les plumes viendront à bout des jours noirs ?

Ah, dira-t-on, tout cela est bien noble mais démodé. Il y a plus urgent et plus moderne : le métier, l'éthique, la profession, le sens de la formule, le scoop. Oui mais, qui a dit que nos renoncements aux devoirs de vérité allaient faire de nous des journalistes efficaces ? Ce serait plutôt l'inverse. Comptabilisons les manquements à l'éthique et les outrages à la profession qui s'accumulent sous nos yeux depuis que l'on s'est mis dans l'idée de plaire au pouvoir par le mensonge et la contrevérité. Passe que dans le traitement du procès Khalifa, on s'exonère volontiers de poser les questions qui fâchent pour ne pas indisposer la cour royale. Mais que dire de ce silence sur la dissolution de BRC, une pratique pourtant fort suspecte, une façon de tuer l'ouf et la poule, et sur laquelle nos journalistes n'ont pas d'opinion, forçant le pauvre ambassadeur américain à une instructive litote : «C'est une décision algérienne !» ? Et que penser de ces fausses informations selon lesquelles Jack Lang et Ségolène Royal auraient été convertis par Bouteflika à l'idée de la repentance de la France sur son passé colonial, alors que le Parti socialiste, même s'il propose un autre regard, est resté sur la même position que la droite, opposée à toute repentance ? On ment pour courtiser, mais est-ce là donc la règle du nouveau journalisme à la mode, le journalisme convivial auquel nous convie M. Djar ?

Je crains fort, M. le ministre que ce machin ne rappelle plutôt à ma famille professionnelle la formule de Churchill à Daladier : «En collaborant avec Hitler, vous pensiez avoir la paix et l'honneur. Vous aurez la guerre et le déshonneur.»

M. B.